Un «plan de relance» en trompe-l'œil

mediapart.fr/journal/france/030920/un-plan-de-relance-en-trompe-l-oeil

Romaric Godin

Le *packaging* est parfait. L'emballage du « plan de relance » annoncé ce jeudi 3 septembre et baptisé « France Relance » est, d'apparence, scintillant. D'abord, un chiffre, 100 milliards d'euros, suffisamment énorme pour prouver l'engagement de l'État et permettre les superlatifs du type « le plus grand plan de relance de l'histoire ». Ensuite, tous les ingrédients des discours à la mode du moment sont présents dans ce plan, à commencer par le « verdissement » et par « l'innovation ». Enfin, il y en a pour tout le monde ou presque. Tous les secteurs de l'économie reçoivent un peu sous des formes diverses. Bref, chacun pourra sans doute s'en féliciter, plus ou moins. Mais au bout du compte, ce plan est un excellent produit marketing.

Jean Castex, premier ministre © AFP

Sur le plan économique et dans le détail, l'affaire est très différente. Rappelons la situation actuelle : comme on pouvait l'anticiper, le rebond qui a suivi le gel de l'économie marchande pendant le confinement s'essouffle. L'activité semble se stabiliser à un niveau inférieur à celui de l'avant-confinement où elle n'était déjà guère vaillante. Les deux éléments clés de la reprise sont la demande extérieure et le moral des ménages. Dans une économie comme la France, ce dernier élément est crucial. Si les ménages décident de compenser l'impossibilité de consommer du confinement, alors

le secteur des services, le plus touché par le confinement pourra traverser la crise. Si ce n'est pas le cas, alors les entreprises devront ajuster leur offre à la demande, réduire leurs investissements et leurs bases de coûts. Donc licencier.

L'enjeu est donc que les ménages qui ont épargné pendant le confinement réduisent cette épargne. Mais la dernière livraison d'août du moral des ménages de l'Insee publiée le 26 août n'est guère optimiste de ce point de vue. L'opportunité d'épargner continue de progresser celle de réaliser des achats importants se dégrade. Bref, les consommateurs sont sur la défensive et cela se comprend fort bien : les annonces de plans sociaux se multiplient, les risques de chômage partiel avec perte de salaires se confirment et la pandémie fait planer un risque permanent de nouveau confinement. L'heure n'est donc pas aux achats et aux dépenses. Les chiffres de la consommation en biens fabriqués en juillet (+ 0,3 %) montrent déjà un certain attentisme. Et comme la demande mondiale s'annonce faible dans les mois à venir, stimuler la consommation, si possible en la « ciblant » aurait dû être un enjeu de ce plan de relance.

Mais « France Relance » ne s'inquiète pas de ce problème. *« La France n'a pas de problème de demande »*, avait proclamé devant l'Assemblée nationale en juillet le ministre de l'économie, des finances et de la relance Bruno Le Maire. Il n'y aura donc pas de plan de relance de la consommation, pas de renforcement des transferts sociaux ni de développement de l'emploi public (Emmanuel Macron a rejeté l'idée notamment d'embaucher plus d'enseignants, malgré les besoins). Tout cela laisse pantois.

Ce choix a deux conséquences très claires sur le plan social. D'abord, les plus fragiles des Français n'auront pas grand-chose dans ce plan. La ligne *« soutien aux personnes précaires »* s'établit à 800 millions d'euros, soit 0,8 % de ce plan et comprend la revalorisation ponctuelle de l'allocation de rentrée scolaire, le ticket de restaurant universitaire à un euro pour les plus fragiles et le soutien à l'hébergement d'urgence. Et c'est tout. C'est assez étonnant lorsque l'on sait que la propension marginale à consommer est très forte parmi la population la plus défavorisée de la société, simplement parce qu'elle a des besoins non satisfaits. Soutenir une politique sociale forte aurait été indispensable.

L'autre conséquence, c'est que les plus fortunés, eux, peuvent conserver leur bas de laine et leur épargne immense constituée pendant le confinement. Il n'y a pour eux aucune incitation à vider cette épargne. Une taxe sur l'épargne – et notamment le retour sur la réforme de l'ISF et de la fiscalité des revenus du patrimoine de début 2018 – aurait permis de financer une politique sociale et d'inciter à la consommation. Mais on perçoit ici les effets des conceptions économiques profondes du gouvernement : alors même que le soutien monétaire aux banques et aux entreprises est immense, il faudrait préserver une épargne « source de financement ». C'est d'autant plus une erreur que l'épargne française s'investit de moins en moins en France.

La relance ne passera donc pas par la relance de la consommation et notamment des plus fragiles. Bien au contraire, ces derniers resteront sous la menace des réformes gouvernementales de l'assurance-chômage et du marché du travail. Ils devront faire

avec ces risques, ce qui ne les incitera guère à la dépense. La conséquence, c'est que, bien évidemment, il n'y a aucune raison objective, sauf une croyance aussi aveugle que celle du gouvernement dans la politique de l'offre, d'être rassuré sur l'avenir lorsqu'on est un ménage moyen français. Puisqu'il n'existe aucune incitation à consommer, il y a fort à parier que la demande va demeurer trop faible à l'avenir.

La stratégie du gouvernement est de considérer que l'urgence est à l'aide aux entreprises. En soutenant ces dernières, en les inondant d'argent public, d'aides diverses et de subventions, elles devraient investir et non seulement maintenir mais encore accroître le volume d'emplois. Dès lors, les ménages pourront en toute quiétude, réduire leur épargne. C'est une vision assez naïve, car elle suppose que les débouchés existent pour ces entreprises, en France comme à l'étranger. Une telle stratégie, sans soutien à la demande, pourrait bien se révéler inefficace. Au reste, les trésoreries des entreprises débordent déjà. Si elles voulaient investir, elles le pourraient. Et si elles ne le font pas, c'est bien parce qu'elles n'en voient pas l'opportunité réelle et qu'elles redoutent l'avenir. Il est peu probable que des aides publiques ou des subventions supplémentaires lancées dans tous les sens changent cette situation.

Une telle stratégie fait l'économie de deux faits historiques. D'abord, le soutien massif accordé aux entreprises des banques centrales par le biais du crédit depuis 2008 n'a pas réellement fonctionné en Europe en raison précisément d'une absence de demande finale. Les entreprises n'avaient pas de raison de s'endetter alors que leurs marchés étaient peu dynamiques. Pourquoi, dans un contexte encore plus préoccupant qui est celui d'aujourd'hui, les entreprises investiraient-elles sans marchés ? Autre contre-exemple, après le krach de 1929, les autorités des États-Unis avaient fait le choix de soutenir les entreprises et non les ménages, ce qui a alimenté la spirale récessive. Certes, l'ampleur des mesures n'est pas la même, mais la politique de l'offre du gouvernement fait le même choix en niant tout problème de demande.